

Interview de [Nom du responsable], Chef du Département d'Agronomie et de ses activités connexes

Responsable pédagogique et acteur clé de l'enseignement supérieur agricole tchadien

1 Chapeau introductif

Dans le cadre du projet APES-Tchad visant à professionnaliser l'enseignement supérieur en agriculture et élevage, [Nom du responsable], vétérinaire de formation et chef du département d'agronomie d'un établissement tchadien, partage son expérience et ses réflexions sur l'orientation, l'insertion professionnelle des étudiants et les défis de la formation pratique. Son parcours, marqué par une gestion quotidienne exigeante et une attention constante aux besoins du terrain, éclaire les enjeux de l'enseignement supérieur agricole au Tchad.

2 1. Un leadership au service de l'agronomie et de la formation pratique

1.1. Un parcours atypique au service d'une mission complexe

[Nom du responsable] dirige un département qui dépasse le cadre traditionnel de l'agronomie, intégrant des activités connexes comme le maraîchage et les travaux pratiques accélérés. Bien que formé comme vétérinaire, il incarne une approche pragmatique de l'enseignement supérieur, où la théorie se conjugue avec la réalité du terrain. "Je me rends sur les parcelles de maraîchage pour m'assurer que les étudiants y sont actifs et que leurs activités sont conformes aux attentes", explique-t-il, soulignant l'importance d'un suivi constant.

Son quotidien est rythmé par des vérifications logistiques – emploi du temps, présence des étudiants, maintenance des équipements – et par des missions pédagogiques, comme la préparation des travaux ruraux en saison des pluies. "La saison des pluies approche, et il faut tout organiser pour que les travaux se déroulent dans les meilleures conditions", précise-t-il, illustrant l'urgence de préparer les étudiants aux réalités du secteur agricole.

1.2. Un intermédiaire essentiel entre administration, étudiants et collègues

Le chef de département endosse un rôle central, bien au-delà d'une fonction administrative. Il est à la fois un relais entre la direction et les enseignants, un mentor pour les étudiants, et un garant de la qualité des formations. "Le chef de département joue un rôle central entre l'administration, les étudiants et les collègues", souligne-t-il, mettant en lumière l'importance de la coordination dans un environnement où les ressources sont limitées.

3 2. L'insertion professionnelle : entre partenariats, stages et réalités du marché

2.1. Des dispositifs informels mais efficaces

Contrairement à une approche structurée, le département mise sur des mécanismes informels pour guider les étudiants vers l'insertion professionnelle. Les partenariats avec des structures locales et les retours des stages constituent les principaux leviers. "Les meilleurs profils sont souvent identifiés lors des stages, notamment en fin de cycle", observe [Nom du responsable]. Il note que l'engagement et la volonté priment parfois sur les performances académiques, un critère clé pour les employeurs.

Les étudiants sont régulièrement conseillés sur les spécialités porteuses. "Nous leur expliquons les réalités du marché et les spécialités porteuses", explique-t-il,

citant l'exemple de la nutrition, devenue une filière plus attractive que l'agroalimentaire en raison de ses débouchés concrets.

2.2. Un suivi des anciens étudiants pour renforcer l'insertion

Pour maintenir le lien avec les lauréats, un fichier de suivi est utilisé, recensant leurs parcours professionnels. "Ce fichier recense les parcours des lauréats et nous permet de rester en contact avec eux", précise-t-il. Ce système facilite le recrutement des meilleurs profils et permet d'ajuster les formations en fonction des retours du terrain.

4 3. La préparation aux exigences du secteur professionnel : entre théorie et pratique

3.1. Une formation ancrée dans le réel

L'enseignement dispensé vise à préparer les étudiants aux défis du monde rural, où les techniques évoluent rapidement. "Nous devons constamment améliorer nos cours pour rester compétitifs", insiste [Nom du responsable]. Les retours des stages sont systématiquement analysés pour ajuster les programmes, notamment sur les gestes professionnels et les nouvelles technologies culturelles.

Cependant, des écarts persistent entre la formation et les attentes des employeurs. "Certains étudiants réalisent que leur formation ne couvre pas tous les aspects pratiques", reconnaît-il, soulignant la nécessité de renforcer les partenariats avec les acteurs du secteur pour combler ces lacunes.

3.2. Vers une évaluation par projets ?

L'idée d'intégrer une évaluation pratique, comme la présentation d'un projet entrepreneurial, est saluée par [Nom du responsable]. "Nous avons déjà une matière appelée 'gestion des projets', où les étudiants élaborent un business plan", explique-t-il. Cette approche, déjà en place en troisième année, permet aux

étudiants de se projeter concrètement dans leur future carrière et de développer des compétences directement applicables.

5 4. Perspectives et recommandations : vers une professionnalisation renforcée

4.1. Renforcer les partenariats pour une meilleure insertion

L'interviewé insiste sur l'importance des collaborations avec des structures comme APES pour dynamiser l'enseignement et améliorer l'insertion des étudiants. "Nous devons renforcer nos partenariats, notamment avec des structures comme APES, pour améliorer l'enseignement et promouvoir nos activités", déclare-t-il.

4.2. Structurer l'orientation et le suivi des étudiants

Bien que les dispositifs actuels soient informels, [Nom du responsable] voit dans la création d'une cellule d'orientation une opportunité pour "être encore plus actifs et dynamiser l'enseignement supérieur". Il recommande de formaliser les conseils prodigués aux étudiants et de systématiser le suivi des anciens, afin de mieux répondre aux besoins du marché du travail.

4.3. Adapter les formations aux réalités du terrain

Pour réduire l'écart entre la théorie et la pratique, il plaide pour une collaboration accrue avec les professionnels du secteur et une mise à jour régulière des programmes. "Les techniques évoluent rapidement, notamment avec l'introduction de nouvelles technologies culturelles", rappelle-t-il, soulignant l'urgence d'intégrer ces innovations dans les cursus.

6 Conclusion : des pistes concrètes pour l'avenir de l'enseignement agricole tchadien

L'interview de [Nom du responsable] révèle une réalité à la fois exigeante et porteuse d'espoir pour l'enseignement supérieur agricole au Tchad. Son expérience met en lumière plusieurs axes d'amélioration :

- **Renforcer les partenariats** avec les acteurs locaux pour ancrer la formation dans les besoins du marché ;
- **Structurer l'orientation et l'insertion** via des dispositifs formels, tout en capitalisant sur les mécanismes informels existants ;
- **Moderniser les programmes** pour intégrer les nouvelles technologies et les retours du terrain ;
- **Développer des évaluations pratiques**, comme les projets entrepreneuriaux, pour préparer les étudiants à leur insertion professionnelle.

"Si une cellule d'orientation est mise en place, cela nous permettra d'être encore plus actifs et de dynamiser l'enseignement supérieur", conclut-il, exprimant ainsi l'espoir d'une collaboration renforcée dans le cadre du projet APES-Tchad. Ces recommandations, si elles sont mises en œuvre, pourraient significativement améliorer la qualité de la formation et l'employabilité des diplômés, au bénéfice de l'agriculture et de l'élevage tchadiens.